

NOTES INTERNATIONALES

ESPAGNE

LES BOURREAUX FRANQUISTES CONTINUENT LEUR BESOIN

Les tribunaux militaires franquistes viennent de condamner à de lourdes peines deux membres du PC espagnol, Simon Sanchez Montero et Luis Lucio Lobato, pour avoir participé à des mouvements de protestation contre le régime, participation qu'ils ont courageusement revendiquée devant leurs bourreaux.

À la veille de cette condamnation et afin de regonfler une certaine opinion publique quelque peu lassée d'une répression qu'elle ne considère plus payante, un ministre de Franco s'était adressé aux correspondants de la presse étrangère pour rappeler au monde « libre » combien sont dangereuses les activités du communisme en Espagne.

Nous exprimons ici notre solidarité inconditionnelle avec Simon Sanchez, Luis Lucio et tous les antifranquistes victimes de la répression. Nous pensons qu'il est temps de préparer en France une relance de la lutte contre ce nouveau compagnon de de Gaulle qu'est le général Franco, jadis compagnon du maréchal Pétain. Elle pourrait démarrer par une propagande soutenue, centrée sur le mot d'ordre d'*amnistie générale en Espagne*.

U.R.S.S.

TROTSKY ET LE TROTSKYSME PRESENTS

Le correspondant de l'*Observer* londonien, George Sherman, rapporte, dans le n° du 16 août, au sujet de l'exposition américaine à Moscou :

« Les Américains et les Russes étaient aussi parvenus à un compromis sur une centaine de livres relatifs à la Russie et à la science politique, qui furent retirés des rayons disponibles au public, sur la demande du Ministre de la Culture. Ils se trouvent sous verre, des fruits défendus qu'on peut voir mais ne pas toucher.

« Mais les encyclopédies qui sont sur les rayons à la disposition du public sont touchées, fréquemment même. Des jeunes gens avec des cahiers copient ouvertement des faits sur Staline autrefois inconnus du citoyen soviétique. Je vis un jeune homme prenant avec zèle des notes sur un homme dont peu de citoyens soviétiques osent encore prononcer le nom en public, Léon Trotsky. »

Dans le *New York Times* du 11 septembre, son correspondant H.E. Salisbury, qui vient de passer quatre mois en U.R.S.S. écrit :

« Les Russes avaient l'habitude de pâler à la mention du nom de Léon Trotsky. Même aujourd'hui vous ne l'entendez pas souvent. Mais un jeune homme dans une ville de province cita son nom dans une discussion de livres sur la Russie. Un autre plaisant sur sa propre ressemblance physique avec Trotsky et un troisième dit : « Nous avons commencé à parler un peu sur Trotsky mais nous continuons à ne pas écrire sur lui. »

Nous avons été informés qu'un bulletin contenant des articles de *Quatrième Internationale* sur l'U.R.S.S., avec des commentaires officiels destinés à « prouver » la « fausse » position des trotskystes, a été tiré à six ou sept mille exemplaires et distribués entre autre à l'Université de Moscou. Est-il besoin de dire que nous ne craignons pas les « arguments » du Kremlin.

CHILI

UNE OPPOSITION DU P.C. REJOINT LA IV^e INTERNATIONALE

Dans son numéro du 1^{er} août, *Vanguardia Proletaria*, organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (section chilienne de la IV^e Internationale) publie une lettre du « Movimiento 2 de Abril » annonçant sa décision de rejoindre les rangs du P.O.R. en raison de son accord avec les principes, le programme et la politique de la IV^e Internationale.

Ce mouvement, numériquement relativement assez fort, doit son nom aux événements du 2 avril 1957, lorsque les manifestations de protestation populaire se terminèrent par un massacre policier et que la direction du P.C. capitula de manière opportuniste. Un grand nombre de jeunes communistes qui s'élevèrent contre cette capitulation furent violemment exclus et discussions fraternelles qu'ils eurent par la suite avec le P.O.R. les ont du P.C. et se constituèrent en « Mouvement du 2 avril ». Les contacts amenés à leur récente décision. Nous saluons chaleureusement ces nouveaux combattants de la Quatrième Internationale.

GARANTIES ET DE L'APPLICATION DE L'AUTODÉTERMINATION. »

Cette contre-proposition qui comporte la libération des détenus politiques est extrêmement **explosive** ; elle va mettre le gouvernement français en difficulté devant l'opinion internationale.

Le GPRA n'a renoncé aucunement à l'indépendance. Il faut soutenir ses propositions. Négociation sur la base de la reconnaissance du droit à l'indépendance !

Quelle va être la politique de de Gaulle? Il est vrai qu'il existe des divergences sérieuses entre de Gaulle et les colons. De Gaulle est inspiré par le grand capital qui s'accommoderait de formes d'« autodétermination » qui préserveraient l'exploitation du pétrole saharien et des complexes industriels. Depuis de nombreuses années déjà, sous les gouvernements de la IV^e République, la grande bourgeoisie a cherché les moyens d'imposer cette orientation contre les colons les plus réactionnaires et les fonctionnaires et militaires français en Algérie dont les intérêts ne sont pas exactement les mêmes que les siens.

L'actuel gouvernement va-t-il, en conséquence, s'engager dans la négociation?

Dès la connaissance de la réponse du GPRA, les milieux officiels proches du gouvernement déclareraient ses conditions inacceptables, car elles comportent une reconnaissance, **de facto** de la représentativité du gouvernement algérien.

Aussi l'hypothèse la plus probable, malgré les divergences qui peuvent exister dans le camp impérialiste, est que la guerre va continuer. Et la négociation avec la Révolution algérienne sur la base de la reconnaissance du droit à l'indépendance devra être imposée par la mobilisation de la classe ouvrière et des anticolonialistes français. C'est ce que Feix écrivait dans « l'Humanité » du 29 septembre : « Encore faut-il que notre classe ouvrière et notre peuple fassent entendre leur voix. Et que cette voix s'élève, puissante, des usines et des chantiers, des magasins et des écoles, des quartiers et des villes, et des villages, jusqu'à ce qu'elle devienne une exigence nationale d'une telle puissance qu'elle balaie tous les obstacles. »

Le 24 septembre les militants du PCF de la région parisienne ont été convoqués. André Souquière, le dimanche suivant, a adapté les directives prises par cette Assemblée devant le Conseil National du Mouvement de la Paix. Des contacts semble-t-il, ont été pris, dans le cadre d'un Comité de coordination entre différentes organisations, le PCF et l'UGS en particulier, pour relancer la campagne contre la guerre d'Algérie à la veille du cinquième anniversaire de l'insurrection.

Malgré toutes ces résolutions l'indifférence parmi les travailleurs est grande. Il est difficile de penser qu'une baguette magique va changer la situation d'un jour à l'autre. En ce moment les fascistes et les fascistes, civils et militaires, menacent et s'agitent beaucoup plus que les travailleurs, tandis que de Gaulle dans le Nord continue à proclamer que les Français lui font confiance.

La politique passée du PCF a rendu méfiante la classe ouvrière ; l'**absence de politique d'ensemble anticapitaliste** qui se manifeste, en ce moment, principalement par le sectarisme envers les courants ouvriers non communistes, contribue à laisser les travailleurs sur la touche.

Mais c'est trop demander aux dirigeants du PCF que de changer de politique. Les militants ne peuvent que compter sur eux-mêmes. Le renouveau politique du mouvement ouvrier passe par une lutte d'opposition révolutionnaire dans le PCF. En ce qui concerne l'action il faut participer aux diverses campagnes. Que les révolutionnaires corrigent les directives qu'on leur donne. Qu'ils fassent en sorte que les Comités qu'ils font vivre soient des Comités dont les travailleurs seront les principaux éléments et non pas des Comités laissés aux mains de personnalités, comme il est dans la ligne de l'opportunisme thorézien de le faire.